

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-CINQUIÈME SESSION
Documents officiels

PREMIERE COMMISSION
10e séance
tenue le
vendredi 19 octobre 1990
à 10 heures
New York

PROCES-VERBAL DE LA 10e SEANCE

Président : M. FANA (Népal)

SOMMAIRE

Débat général sur toutes les questions relatives au désarmement (suite)

Déclaration du Président

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.1/45/PV.10
1er novembre 1990

FRANCAIS

La séance est ouverte à 10 h 15.

POINTS 45 A 66 ET 155 (suite)

DEBAT GENERAL SUR TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES AU DESARMEMENT

M. COMISSARIO (Mozambique) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, c'est un grand honneur et un privilège pour moi que de vous adresser mes chaleureuses félicitations pour votre élection unanime à la présidence de cette très importante commission. Ma délégation est tout à fait convaincue que sous votre direction éclairée, nos travaux seront couronnés de succès et que nous serons en mesure de parvenir aux résultats positifs que le monde attend de nous, dans les circonstances favorables que nous connaissons aujourd'hui. Nous adressons également nos meilleurs vœux aux autres membres du bureau.

Il y a 45 ans, prenait fin l'un des affrontements les plus meurtriers de l'histoire de l'humanité avec la défaite du nazisme et du fascisme en Europe. Il fallut peu de temps pour qu'à l'affrontement se substitue ce qu'on a appelé la guerre froide, qui, par la suite, a déterminé l'ordre international que nous avons connu jusqu'à une date récente. Aujourd'hui, alors que le monde s'engage dans la période de l'après-guerre froide, les rivalités et les tensions entre les superpuissances appartiennent de plus en plus au passé, cédant le pas à la coopération et au dialogue entre les deux superpuissances. Les nouvelles relations qu'entretiennent les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique ont eu comme conséquence positive de refaçonner les relations entre nations sur la base du respect mutuel et d'un respect plus strict à l'égard des dispositions énoncées dans la Charte des Nations Unies.

M. Comissario (Mozambique)

Point culminant de ce processus, la communauté internationale a commencé à recueillir les "dividendes de la paix". Rien qu'au cours de l'année écoulée, nous avons assisté à des événements sans précédent en matière de règlement de problèmes internationaux qui ont défié pendant si longtemps la sagesse de nombreux hommes d'Etat et politiciens. L'indépendance de la Namibie, la perspective d'un changement en Afrique du Sud, la réunification des deux Yémen et la naissance d'une seule Allemagne sont les événements les plus importants issus de cette nouvelle coopération étroite et de cette nouvelle compréhension mutuelle.

Le rapprochement a également eu pour effet de faire prendre de plus en plus largement conscience au monde de la nécessité du règlement pacifique des différends ainsi que la reconnaissance croissante du rôle et de l'autorité de l'Organisation des Nations Unies.

C'est avec une profonde satisfaction que nous voyons le succès avec lequel l'Organisation des Nations Unies participe aux efforts visant à rétablir la paix et la stabilité dans différentes parties du monde. Nous notons avec plaisir qu'au Cambodge et au Sahara occidental, l'instauration de la paix, sous les auspices des Nations Unies, est à notre portée.

En dépit de tous ces faits nouveaux encourageants, nous continuons d'être préoccupés par les questions de désarmement, notamment le désarmement nucléaire.

Le désarmement nucléaire reste une question prioritaire dans les efforts de désarmement général et complet. Les armes nucléaires, qui s'accompagnent du risque d'un affrontement nucléaire, demeureront toujours la question la plus controversée en matière de désarmement tant que les essais nucléaires continueront d'être préconisés en tant qu'instrument nécessaire et important des concepts militaires et stratégiques de certains pays. L'utilité des armes nucléaires est une notion que nous avons beaucoup de mal à accepter. Les raisons de la guerre froide, où la course aux armements, en particulier dans le domaine nucléaire, plongeait ses racines, semblent disparaître graduellement. C'est pourquoi nous ne pouvons pas comprendre les raisons qui poussent certains à préconiser la poursuite du perfectionnement de cette catégorie d'armes.

A ce propos, nombre des orateurs qui m'ont précédé ont souligné l'importance d'une interdiction complète des essais nucléaires. Ma délégation tient à s'associer aux Etats qui ont exprimé leur plein appui à la convocation, en 1991, d'une conférence visant à amender le Traité sur l'interdiction partielle des essais pour en faire un traité d'interdiction complète des essais. Nous sommes convaincus

M. Comissario (Mozambique)

que le succès de cette conférence constituera un jalon dans les efforts tendant à éliminer les armes nucléaires de la surface de la terre. A cet égard, nous nous félicitons de la décision prise à la Conférence du désarmement de rétablir le Comité spécial chargé d'examiner la question d'une interdiction complète des essais nucléaires.

Nous encourageons les Etats nucléaires à déclarer, unilatéralement ou d'un commun accord, un moratoire sur tous les essais nucléaires en attendant de parvenir officiellement à un accord d'interdiction des essais nucléaires. Cette mesure constituerait incontestablement un premier pas et une contribution importante à la cessation, en fin de compte, de tous les essais nucléaires.

Il existe un lien étroit entre la nécessité d'une interdiction complète des essais nucléaires et l'application du Traité sur la non-prolifération.

Dans la déclaration que j'ai faite à la dernière session, j'ai eu l'occasion de faire part à la Commission de l'intention de mon gouvernement de devenir partie au Traité sur la non-prolifération. Je suis fier d'annoncer officiellement aujourd'hui que le Mozambique a effectivement adhéré au Traité le 12 septembre 1990. Nous l'avons fait en tant que pays épris de paix véritablement attaché aux idéaux de paix et qui espère en l'avènement d'un monde libéré de la menace d'un holocauste nucléaire. Nous avons pris cette décision parce que nous sommes véritablement convaincus qu'en dépit de son statut controversé, le Traité mérite d'être signé étant donné qu'il peut contribuer à la paix et au désarmement.

Mon gouvernement a suivi avec un vif intérêt les travaux de la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération qui s'est tenue récemment à Genève. Nous regrettons cependant de constater que la Conférence d'examen n'a pas réussi à s'entendre sur un texte de déclaration finale.

Ce fait révèle toute la complexité des problèmes liés aux efforts mondiaux de désarmement au plan multilatéral. Il montre clairement les divergences de vues des Etats parties sur la question fondamentale de la démarche à suivre pour atteindre réellement les objectifs que nous poursuivons dans le domaine du désarmement nucléaire. Ces divergences dans les méthodes d'approche ne doivent pas être sous-estimées, car elles ont des incidences très profondes qui touchent au coeur même de l'existence future du régime du Traité de non-prolifération lui-même. La réticence de certains à corriger les insuffisances du Traité porte atteinte à la confiance.

M. Comissario (Mozambique)

Tout en étant d'accord sur l'objectif du Traité et en nous en félicitant, nous estimons que son défaut réside dans son caractère discriminatoire - c'est ainsi qu'il permet à certaines parties de poursuivre en toute légitimité le développement de leurs arsenaux nucléaires tout en l'interdisant aux autres. Il convient également de noter que le Traité n'a pas complètement réussi à empêcher la prolifération de ces armes.

Il importe que les efforts visant à stopper la prolifération nucléaire soient déployés horizontalement et verticalement. La non-prolifération verticale devrait englober non seulement les aspects quantitatifs mais également qualitatifs. Une interdiction complète des essais répondrait efficacement à cette préoccupation.

Nous pensons qu'il n'est pas réaliste de discuter de la validité et des avantages du Traité de non-prolifération, d'une part, et de rejeter l'idée d'une interdiction complète des essais, de l'autre. Nous sommes convaincus que la conversion, le plus rapidement possible, du Traité d'interdiction partielle des essais en un traité d'interdiction complète des essais serait de nature à renforcer la confiance des Etats dans l'utilité et le caractère pratique du Traité.

Nous accueillons avec satisfaction et louons le sérieux avec lequel le Traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée - le Traité FNI -, signé il y a deux ans entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, est actuellement appliqué. Nous notons également avec satisfaction que des accords supplémentaires ont été conclus entre l'Union soviétique et les Etats-Unis dans le domaine du désarmement en vue de relancer les négociations concernant la signature d'un traité de réduction des armes stratégiques. Ces accords renforceront la tendance actuelle au désarmement.

Nous accordons une grande importance à la création de zones de paix et de zones dénucléarisées. Nous sommes profondément encouragés par l'échange de vues fructueux auquel ces questions ont donné lieu lors de la Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération tenue à Genève. Nous sommes convaincus que la communauté internationale dans son ensemble évolue vers une reconnaissance universelle du rôle positif joué par la création de ces zones dans les domaines du désarmement, de la paix ainsi que de la sécurité et de la stabilité internationales.

M. Comissario (Mozambique)

Mon gouvernement est cependant consterné par les événements qui se déroulent dans le cadre des préparatifs de la Conférence sur la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix. Au cours de ses sessions préparatoires, le Comité spécial de l'océan Indien s'est, pour la première fois depuis 1983, réuni avec une composition réduite, en raison de l'attitude négative de certains de ses membres. A notre avis, cela est incompatible avec le climat politique actuel, propice à la tenue de négociations et à la recherche inlassable du dialogue et du compromis. Ma délégation demande instamment à ces Etats de reconsidérer leur position et d'œuvrer concrètement à la convocation, le plus rapidement possible, de la Conférence sur l'océan Indien, qui doit se tenir à Colombo.

M. Comissario (Mozambique)

Vingt-six années se sont écoulées depuis l'adoption de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique. Toutefois, la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud continue de saper les efforts déployés par l'Afrique à cet égard. Nous rappelons avec satisfaction que la Commission du désarmement a achevé l'été dernier l'élaboration d'une série de recommandations concernant, notamment, la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud.

L'Assemblée générale a adopté une résolution à sa quarante-quatrième session demandant qu'une enquête soit faite sur les informations selon lesquelles l'Afrique du Sud aurait acquis la capacité technique de mettre au point un missile balistique à ogive nucléaire. Nous restons convaincus que le rapport contribuera de manière importante à élucider cette question qui préoccupe gravement les Etats de première ligne et l'Afrique tout entière.

Nous demandons à l'Afrique du Sud de s'abstenir de développer plus avant sa capacité nucléaire et de placer toutes ses installations sous les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique et d'adhérer au Traité sur la non-prolifération. La suite des événements en Afrique du Sud nous a amenés à envisager l'avenir avec davantage de confiance et d'optimisme. Nous sommes convaincus qu'une société libérée de l'apartheid en Afrique du Sud aura incontestablement une incidence positive quant à l'abandon de politiques axées sur le nucléaire.

Le désarmement classique constitue un élément important du processus général de désarmement. Le développement technologique spectaculaire des armes classiques les a rendues aussi horribles que les armes nucléaires. Nous constatons, une fois de plus, avec satisfaction que la Commission du désarmement a été en mesure d'adopter une série de principes touchant le désarmement classique dans le cadre de ses recommandations. D'un autre côté, des accords importants sont en cours d'élaboration en Europe dans le domaine du désarmement classique. Nous sommes encouragés par ces initiatives, étant donné que l'Europe reste l'une des régions du monde ayant la plus forte concentration d'armes et de forces classiques. Les ententes intervenues entre les Etats-Unis et l'Union soviétique à cet égard sont louables.

Nous sommes fermement convaincus que les efforts de désarmement ne peuvent réussir que s'ils sont complets et portent sur tous les milieux, y compris la mer. Un désarmement naval, à notre avis, ne saurait être marginalisé, car une accumulation d'armements en haute mer représente la même menace potentielle.

M. Comissario (Mozambique)

Ma délégation est tout à fait contre l'idée de faire de l'espace extra-atmosphérique un autre terrain ou un terrain de rechange pour la course aux armements, les pressions s'exerçant en ce moment en faveur du désarmement sur Terre. Les conséquences de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique transcendent les connaissances scientifiques dont on dispose aujourd'hui. Des accidents nucléaires sur Terre sont horribles, mais les accidents de même type dans l'espace auraient certainement des conséquences incontrôlables. Le statut de patrimoine commun de toute l'humanité conféré à l'espace extra-atmosphérique doit être préservé. Son utilisation devrait être réservée à l'exploration pacifique à l'avantage de tous.

Après la Conférence de Paris, qui s'est tenue en 1989 et qui a réuni les parties au Protocole de Genève de 1925 ainsi que d'autres Etats intéressés, la plupart d'entre nous ont pensé que l'adoption d'une convention sur les armes chimiques était à notre portée. Nous sommes, par conséquent, troublés de voir que les négociations qui se déroulent sur cette question dans le cadre de la Conférence du désarmement prennent du retard. Nous restons cependant convaincus que l'on redoublera d'efforts pour permettre de conclure sans retard une convention sur la mise au point, la production, le stockage et l'utilisation d'armes chimiques. Nous souscrivons à l'idée qu'un délai devrait être fixé pour la conclusion de cette convention. L'accord bilatéral signé l'été dernier entre les Etats-Unis et l'Union soviétique dans ce domaine constitue une réalisation particulièrement importante.

Les négociations sur le désarmement en ce qui concerne les armes chimiques sont l'une des illustrations les plus évidentes de la relation intrinsèque et de la complémentarité qui existent entre les efforts bilatéraux et multilatéraux de désarmement. Les uns ne sauraient remplacer les autres, car la menace que représente le niveau actuel d'armements nous concerne tous. Cela s'applique aux négociations sur le désarmement de toutes sortes, de tous types et de toutes catégories d'armements.

Tout en nous félicitant de l'amélioration de la situation dans de nombreux domaines du désarmement, et tout en envisageant l'avenir avec un certain optimisme, nous assistons également à l'apparition regrettable de menaces nouvelles et non militaires à la sécurité et à la paix mondiales. Je souscris aux paroles du Secrétaire général qui, dans son rapport, sur l'activité de l'Organisation a dit que l'Organisation des Nations Unies devait :

M. Comissario (Mozambique)

"éliminer les germes de la guerre dans toutes les régions du monde et, ce faisant, se rendre à l'évidence que notre époque voit surgir de nouvelles sources de conflit. Elle doit constituer le principal moyen d'étendre l'esprit de coopération à des domaines - relations économiques entre nations et problèmes sociaux de l'humanité - qui, aussi peu politiques qu'ils soient en apparence, ont des prolongements insoupçonnés sur ce plan." (A/45/L. p. 3)

Les problèmes sociaux, tels que le trafic de drogues et les maladies mortelles, les problèmes économiques, tels que la pauvreté, la dette extérieure et le sous-développement, de même que les problèmes écologiques, constituent une véritable menace pour l'humanité à laquelle la communauté internationale devra apprendre à faire face. Il s'agit de problèmes qui ne peuvent être réglés par des Etats à titre individuel mais qui exigent une approche globale.

La Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement s'est efforcée de répondre à ces nouveaux défis. C'est pourquoi la nécessité d'appliquer d'urgence le Programme d'action adopté à la Conférence devient l'une des questions les plus pressantes si nous voulons éviter une tragédie prochaine.

Alors que nous entrons dans les années 90, nous pensons qu'il est plus que temps que la Première Commission profite comme il convient du climat qui règne actuellement sur la scène internationale pour améliorer ses travaux et aborder les questions inscrites à son ordre du jour avec plus de réalisme et plus de sens pratique. Nous pensons qu'il appartient à la Première Commission, dans son domaine de compétence, de traduire dans les faits le climat actuel en adoptant des mesures concrètes de désarmement. Ce faisant, elle devra examiner sérieusement les moyens de rendre ses méthodes de travail beaucoup plus efficaces et plus pratiques. A cet égard, je tiens à vous assurer, Monsieur le Président, de toute la coopération de ma délégation dans vos entreprises.

M. ZLENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) (interprétation du russe) : Monsieur le Président, je voudrais vous transmettre les félicitations de ma délégation à l'occasion de votre élection à l'unanimité à la présidence d'un organe aussi important que la Première Commission. Je voudrais vous souhaiter, en même temps, plein succès dans la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

M. Zlenko (RSS d'Ukraine)

Il n'est pas exagéré de dire que la communauté mondiale est à un tournant crucial de son histoire. La nouvelle pensée politique et l'abandon des méthodes de l'affrontement au profit d'une coopération constructive et du règlement des problèmes internationaux par des moyens politiques commencent à faire sentir leurs effets sur les relations entre les Etats. La prise de conscience croissante de l'énorme danger et de la futilité qu'il y a à compter sur la puissance militaire à l'ère des missiles et des armes nucléaires laisse espérer que nous saurons réaliser une paix d'un nouveau genre, stable et durable. Les idées qui, hier encore, semblaient irréalisables ou purement rhétoriques, sont devenues ou sont en train de devenir un guide pratique d'action et se matérialisent par des accords concrets. Même l'agression de l'Iraq contre le Koweït - retour alarmant à un mode de pensée et à un comportement dépassés -, a montré que les temps avaient changé, car pratiquement tous les pays du monde ont résolument condamné l'agression et se sont unis pour s'y opposer et réclamer un règlement juste du conflit.

A l'instar de la sécurité nationale de chaque Etat, la sécurité mondiale ne peut être que générale et égale pour tous. Du reste, il devient chaque jour un peu plus évident que la sécurité authentique repose, non pas sur une accumulation effrénée d'armes de plus en plus perfectionnées, mais sur la réduction concertée de celles-ci à des niveaux minimaux, ce qui signifie qu'un pays dispose du potentiel militaire lui permettant d'assurer sa défense sans pour autant lui donner la possibilité de se livrer à l'agression.

Le processus de désarmement mutuel et équilibré renforce la sécurité en même temps qu'il favorise la confiance et une coopération stable. Nous nous félicitons que l'on puisse enfin parler de l'apparition du concept d'une paix solide et durable à des niveaux toujours plus bas du potentiel militaire. Nous jugeons encourageants aussi les progrès sensibles enregistrés récemment dans ce domaine. Cela est d'autant plus important dans un monde qui reste dangereusement surarmé, notamment par ses énormes arsenaux d'armes nucléaires et chimiques. Dans ces conditions, il est essentiel d'appliquer la proposition de préparer et de conclure entre toutes les puissances nucléaires un accord sur les moyens de limiter le risque de guerre nucléaire.

Aujourd'hui, il est très important de transformer le désarmement qui s'amorce en processus mondial durable, qui ne cesse de gagner en ampleur et en profondeur.

M. Zlenko (RSS d'Ukraine)

La RSS d'Ukraine, qui a proclamé solennellement son intention de suivre à l'avenir les principes non nucléaires, souhaite que les mesures concrètes de désarmement nucléaire soient constantes et cohérentes. A cet égard, il convient de s'inspirer de la première mesure historique prise pour parvenir à un véritable désarmement : l'élimination des missiles nucléaires à moyenne et à plus courte portée. C'est avec beaucoup d'espoir - sensiblement renforcé après les négociations fructueuses qui se sont déroulées ici à New York au début du mois entre M. Edouard Chervardnadzé, Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, et M. James Baker, Secrétaire d'Etat américain - que nous attendons la conclusion fructueuse des négociations soviéto-américaines sur la limitation et la réduction des armes stratégiques offensives. Pour la RSS d'Ukraine, il est extrêmement important de continuer ensuite sans relâche les négociations sur la réduction de ces armes jusqu'à leur complète élimination. Il est nécessaire de ne pas perdre l'élan acquis, d'avancer résolument et judicieusement afin que le processus de désarmement nucléaire devienne irréversible.

En tant qu'étape intermédiaire sur la voie de l'élimination complète de l'arme nucléaire, il serait souhaitable d'adopter et d'appliquer des mesures pour réduire les stocks nucléaires sur la base d'un concept très net de la dissuasion nucléaire minimale. Pour étudier ce problème complexe sous tous ses angles, il serait très utile d'engager dans le cadre de l'ONU et de la Conférence du désarmement un processus de consultations à ce sujet, auxquelles participaient des spécialistes et des experts ainsi que toutes les parties intéressées.

En matière de désarmement nucléaire, les questions de l'arme nucléaire tactique revêtent une grande importance. Le moment est venu d'inclure dans le processus de négociation tous ces types d'armes, en réglant en premier lieu la question de la réduction des armes nucléaires tactiques en Europe.

Dans ce contexte, nous jugeons très encourageant le refus des pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), de moderniser l'artillerie nucléaire et les missiles de type Lance et leur volonté de faire des armes nucléaires tactiques en Europe un sujet de négociation. Avec le retrait, effectué unilatéralement par l'Union soviétique, du territoire de ses alliés de 500 ogives nucléaires et la réduction, en Europe d'ici la fin de cette année, de 140 lanceurs de missiles tactiques et de 3 200 pièces d'artillerie à capacité nucléaire, ces

M. Zlenko (RSS d'Ukraine)

mesures créent les conditions favorables aux négociations sur les armes nucléaires tactiques. La RSS d'Ukraine est favorable à une élimination totale de ces armes, y compris son élément nucléaire dans le cas d'armes binaires, ainsi que des systèmes de lancement comme les avions porteurs d'armes nucléaires.

Pour l'élimination des armes nucléaires, le problème de l'arrêt immédiat des essais nucléaires a une importance considérable et absolument prioritaire. L'interdiction totale des essais ferait sérieusement obstacle à la modernisation de l'arme nucléaire, à la création de nouveaux types qui pourraient modifier radicalement l'équilibre des forces et violer la stabilité générale. De nombreuses initiatives ont déjà été prises sur la façon de mener à bien cette tâche, y compris celle tendant à élargir l'action du traité de Moscou de 1963 sur l'interdiction des essais nucléaires dans trois milieux, ce qui reviendrait en fait à leur interdiction totale. Nous comptons sur un examen approfondi de cette possibilité à la Conférence d'examen du Traité, qui aura lieu début 91.

La proposition soviétique d'un moratoire soviéto-américain sur les explosions nucléaires, qui pourrait prendre effet à tout moment, a déjà été rappelée ici même. Ce moratoire créerait indubitablement un climat propice à des négociations fructueuses sur l'interdiction totale des essais nucléaires.

A la Première Commission, nous sommes de toute évidence nombreux à nous souvenir des arguments anciens et des discussions creuses sur la question de savoir par quoi commencer : désarmement ou vérification internationale. Les événements ont donné la réponse : il faut, pour commencer, la volonté politique de parvenir à un accord. Aujourd'hui, le Traité de Moscou de 1963, qui a ouvert la voie à l'interdiction des essais, a presque trente ans. Le succès de ce Traité semblait promettre un accord rapide sur l'interdiction totale des essais nucléaires.

M. Zlenko (RSS d'Ukraine)

Même ceux qui connaissent vraiment les aspects militaires, technologiques et historiques de ce problème ne doutent absolument pas que l'absence continue d'une solution de la question de l'interdiction globale des essais doive être attribuée principalement au manque de volonté politique suffisante de la part d'une puissance nucléaire qui, à elle seule, a effectué plus d'essais nucléaires que le reste du monde réuni.

Bien sûr, nous voyons maintenant se dessiner un mouvement dans la bonne direction et nous savons quelles sont les mesures prises pour réactiver les traités d'interdiction des essais sur le seuil. Le 16 octobre, quatre jours après la plus récente explosion expérimentale au Nevada, M. Ronald F. Lehman II, Directeur de l'Arms Control and Disarmament Agency des Etats-Unis, déclarait devant cette commission que :

"Le Président est catégorique dans son attachement à un processus progressif et à une interdiction globale des essais en tant qu'objectif à long terme des Etats-Unis." (A/C.1/45/PV.4, p. 38)

Cela ne nous apprend vraiment rien de nouveau, puisque les Gouvernements des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union soviétique déclaraient, dès 1963, dans le Traité d'interdiction partielle des essais de Moscou, qu'ils cherchaient à obtenir l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires à tout jamais et qu'ils étaient déterminés à poursuivre les négociations à cette fin. (Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, troisième paragraphe du préambule)

Il y a 27 ans que cette déclaration a été faite et sept jours depuis la dernière explosion nucléaire, de sorte que nous ne pouvons guère blâmer la communauté mondiale si elle s'impatiente : elle attend depuis plus d'un quart de siècle que cet objectif soit réalisé.

Bien que nous vivions tous dans un même monde, il semble que le temps s'écoule à un rythme différent suivant le lieu où nous nous trouvons; ceux qui vivent soit à côté d'un polygone d'essai, soit dans une ville qui a souffert des effets de la bombe atomique, ou encore dans une zone contaminée par la catastrophe de Tchernobyl, considèrent à juste titre qu'une interdiction globale des essais est un objectif immédiat plutôt qu'un objectif à long terme. Ils ont parfaitement raison, et ceux d'entre nous qui vivent à l'heure de leur capitale devraient les écouter.

Nous espérons beaucoup que le Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires, qui a enfin été créé par la Conférence du désarmement, fera un travail

M. Zlenko (RSS d'Ukraine)

positif. Les tâches dont il est saisi ne sont pas simples, mais il ne part pas à zéro : nous comptons qu'il travaillera de manière intensive, dans un esprit de compréhension mutuelle et sans se laisser embourber, et que tous les participants à la Conférence, notamment les puissances nucléaires, prendront une part active et positive aux travaux du Comité.

Les efforts en vue de parvenir à une interdiction des essais nucléaires et ceux qui visent à renforcer le régime de non-prolifération nucléaire sont étroitement liés. L'issue de la quatrième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, à laquelle l'Ukraine a pris part en tant qu'observateur, montre très clairement combien la situation est complexe et combien les mesures visant à renforcer le régime de non-prolifération sont importantes.

Une question qui y est étroitement liée est celle de savoir comment prévenir la prolifération des missiles et de la technologie en matière de missiles ainsi que des armes chimiques et des autres armes modernes, en même temps que leur technologie de production. Plus ces armes seront disséminées, plus difficile il sera de répondre à l'aspiration de toutes les nations d'aboutir à une véritable réduction de la menace de guerre, de renforcer la sécurité, de garantir une limitation effective des armements et le désarmement.

La RSS d'Ukraine est pleinement acquise au principe de la prévention de la prolifération des armes nucléaires et chimiques, des missiles et des technologies en matière de missiles. Nous partageons l'opinion qu'il serait approprié de créer un mécanisme international dans le cadre de travail des Nations Unies pour empêcher la prolifération des armes les plus destructrices et les plus modernes ainsi que les technologies qui les ont rendues possibles.

Il faudrait profiter de la Conférence d'examen de la Convention sur les armes bactériologiques de 1991 pour renforcer le régime de la Convention.

La RSS d'Ukraine estime qu'il est nécessaire de prendre d'urgence des mesures pour mettre fin à la production de matières fissibles à des fins d'armement. L'Assemblée générale pourrait souhaiter que l'on engage des pourparlers pour négocier un accord international à cet effet le plus rapidement possible.

Compte tenu du processus de désarmement qui a maintenant commencé, processus qui, nous l'espérons, continuera de s'étendre, le moment est venu de songer à étudier sérieusement les divers aspects du problème qui consiste à déterminer comment empêcher les explosifs nucléaires libérés en cours de désarmement

M. Zlenko (RSS d'Ukraine)

d'être utilisés à des fins militaires. Une étude de ce genre pourrait être menée sous l'égide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et bénéficier de ses compétences.

La RSS d'Ukraine continue à appuyer les efforts visant à créer des zones dénucléarisées et des zones de paix et de coopération dans diverses parties du monde. Des zones de ce genre pourraient stimuler le développement des relations de bon voisinage, de confiance et d'amitié entre nations.

Des négociations portant sur une convention multilatérale globale relative à l'interdiction totale et effective des armes chimiques et à leur destruction se déroulent à la Conférence du désarmement à Genève, depuis de nombreuses années déjà. Nous prions instamment tous les participants aux négociations de redoubler d'efforts pour mettre au point la Convention d'ici à 1991 et l'ouvrir à la signature. Nous pensons que la proposition tendant à tenir une session de la Conférence au niveau des ministres des affaires étrangères afin de surmonter les obstacles restants a un caractère positif.

Malheureusement, les nouvelles ne sont pas encourageantes en ce qui concerne les armes spatiales. De rapides progrès scientifiques et technologiques ainsi que l'exploration croissante de l'espace, à laquelle prennent part de plus en plus d'Etats, parallèlement à la prolifération des technologies dans le domaine des missiles, aggravent encore davantage le risque que l'espace soit utilisé à des fins militaires. Nous devons avoir un rempart sûr pour nous protéger contre cette tendance, lourde d'éventuelles conséquences, à la fois extrêmement dangereuses et imprévisibles. Il est grand temps, en fait, que nous édifiions un processus de négociations spécifiques pour nous livrer à un examen sérieux de ce problème ulcérant et y trouver une solution raisonnable. Nous proposons que l'Assemblée générale demande à la Conférence du désarmement d'étudier ce problème de façon plus active; elle pourrait commencer, par exemple, par se pencher sur les mesures propres à accroître la confiance dans l'espace extra-atmosphérique.

Nous attendons avec beaucoup d'espoir le sommet de Paris réunissant les pays représentés à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui se tiendra en novembre. L'une des questions essentielles de son ordre du jour sera la ratification d'un traité sur les forces classiques en Europe. En fait, beaucoup a déjà été accompli; il semblerait que l'on se soit déjà mis d'accord sur de nombreux éléments importants du traité.

M. Zlenko (RSS d'Ukraine)

Cet accord sera sans aucun doute un nouveau succès important qui confirmera l'évolution positive de la situation internationale et permettra de renforcer les principes de la nouvelle pensée politique. La conclusion du Traité sur les forces armées classiques en Europe contribuera fortement à garantir la stabilité et la sécurité futures sur le continent. Ce traité posera les fondements d'un nouveau style de relations et de la future structure de la sécurité européenne. On y trouvera également des normes utiles pour ralentir la course aux armements et promouvoir le désarmement dans d'autres régions du monde.

L'année 1990 sera une année marquante dans l'histoire du désarmement puisque l'on prévoit la signature, entre les Etats-Unis et l'URSS, du Traité START et du Traité sur les forces classiques en Europe. Néanmoins, pour que le processus de désarmement soit véritablement global, irréversible et mondial, il faut qu'il s'étende à toutes les sphères d'activités militaires et à tous les types d'armements sans exception. Il convient d'intégrer dans tous les domaines les mesures destinées à accroître la confiance, la transparence, la glasnost, et les mécanismes de vérification et de contrôle.

Tout cela s'applique également, bien entendu, aux armements navals qui constituent un élément considérable des forces armées modernes. De nombreuses propositions concrètes ont été avancées dans ce domaine, mais aucune négociation sérieuse et constructive n'a eu lieu sur ce problème. La République socialiste soviétique d'Ukraine est convaincue qu'il faut chercher, à très brève échéance, les moyens d'étendre, sur le plan international, l'application des mesures destinées à accroître la confiance et à limiter les armements, qui a déjà bien avancé dans d'autres domaines, aux océans et aux activités navales en général. Ce facteur puissant de déstabilisation ne doit pas demeurer en marge des activités menées en faveur du désarmement, qui, à maints égards, sont tout à fait efficaces. Nous préconisons, dans les plus brefs délais, l'ouverture de négociations sur les mesures destinées à accroître la confiance dans les océans et sur la limitation et la réduction des activités et des armements navals.

Le problème relativement nouveau qui concerne la conversion des industries et des dépenses militaires à des fins pacifiques et civiles fait l'objet d'une attention accrue. Les perspectives sont immenses mais les modalités d'application concrète sont extrêmement complexes. Nous estimons que l'Organisation des Nations Unies est en mesure de jouer un rôle utile dans l'étude de ce problème,

M. Zlenko (RSS d'Ukraine)

en menant les recherches qui s'imposent, en élaborant des recommandations et en organisant une coopération internationale sur cette question. La Conférence de Moscou sur la conversion constitue une première étape dans cette direction. Nous espérons que l'Organisation des Nations Unies s'intéressera activement à la question de la conversion.

Les questions relatives à la paix, au désarmement, au renforcement de la sécurité internationale et à la confiance entre les Etats et les peuples retiennent toute l'attention de la communauté internationale. La Campagne mondiale de désarmement, lancée par l'Organisation des Nations Unies, joue un rôle unique dans la mobilisation de l'opinion publique mondiale en faveur d'une action visant à promouvoir la notion de développement pacifique.

La République socialiste soviétique d'Ukraine, qui apprécie vivement cette activité de l'ONU, lui apporte un appui total en versant des contributions au fonds établi pour la Campagne mondiale du désarmement et en participant aux initiatives prises dans ce cadre. Les organisations non gouvernementales en Ukraine mènent une vaste campagne contre le militarisme et nous tenons le Secrétaire général régulièrement informé. La RSS d'Ukraine continuera de collaborer étroitement avec les Nations Unies, en particulier avec le Département des affaires de désarmement, sous la direction du Secrétaire général adjoint, M. Akashi, pour organiser et mener différentes activités dans le cadre de la Campagne mondiale du désarmement.

Dans l'ensemble, le rôle des Nations Unies dans le désarmement doit s'accroître régulièrement. L'Organisation des Nations Unies a prouvé son importance exceptionnelle en tant que centre unique au monde pour l'harmonisation des volontés, des positions et des efforts de tous les Etats en vue de résoudre les problèmes mondiaux dont elle a à connaître. Le désarmement est indubitablement l'un de ces problèmes.

La proposition faite par le Ministre adjoint des affaires étrangères de l'Union soviétique, M. Vladimir Petrovsky, à la Première Commission, le 16 octobre dernier, visant à confier à l'ONU les fonctions d'un centre mondial consacré à la transparence militaire, mérite d'être appliquée. Les Etats pourraient fournir spontanément des informations quantitatives et qualitatives sur leurs forces armées et les principales catégories d'armes, véhicules blindés, avions, navires, sous-marins, missiles nucléaires, lance-missiles, etc. En effet, il ne faut pas oublier que si certains Etats appliquent des mesures de désarmement dans certains domaines, d'autres Etats font travailler à plein rendement leurs chaînes de production militaire dans ces même domaines ou dans d'autres.

M. Zlenko (RSS d'Ukraine)

C'est pourquoi il faut absolument connaître, dans un premier temps, la véritable situation globale, et dans un deuxième temps, il est encore plus important que le bilan total soit favorable au désarmement; en d'autres termes, il faut que la réduction des armes en Europe, par exemple, ne soit pas dépassée par l'accumulation d'armements dans d'autres régions du monde.

Nous envisageons avec optimisme l'avenir de la Commission du désarmement de l'ONU, dont les travaux ont enregistré récemment certains progrès, qui permettent de prévoir la modernisation du fonctionnement de la Commission sur la base des propositions qui ont été élaborées à cet égard. Nous espérons par conséquent que la Commission deviendra un mécanisme véritablement efficace dans cet important domaine.

En tant que principal organe permanent de négociations en matière de désarmement, la Conférence du désarmement joue indubitablement un rôle crucial pour le succès du processus mondial de désarmement. La RSS d'Ukraine attache une grande importance au succès des travaux de cette instance, et considère qu'il est extrêmement urgent et vital d'améliorer l'efficacité de la Conférence afin d'aboutir à des résultats concrets.

Selon nous, la Conférence doit s'acquitter de trois tâches concrètes en 1991, à savoir : mettre la dernière main à la Convention sur les armes chimiques, examiner la question de l'interdiction complète des essais nucléaires sur un plan pratique, et engager une discussion de fond sur la prévention de la course aux armements dans l'espace.

Tous les organes de désarmement du système des Nations Unies doivent bénéficier de la situation internationale favorable et intensifier leurs activités, en leur donnant une orientation concrète, et rechercher avant tout des résultats concrets, c'est-à-dire des mesures de désarmement véritable.

M. TOTÉ (Hongrie) (interprétation de l'anglais) : Tout d'abord, permettez-moi, Monsieur le Président, de me joindre à ceux qui ont exprimé leur satisfaction de vous voir élu au poste de président. Je peux vous assurer que ma délégation fera de son mieux pour vous aider et aider vos collègues du bureau dans l'exercice de vos importantes fonctions.

Je souhaite également la bienvenue à M. Akashi, Secrétaire général adjoint, et tiens à lui exprimer et à exprimer au Secrétariat notre reconnaissance pour le travail dont ils s'acquittent très efficacement dans l'exercice de leurs fonctions.

Depuis la session de l'année dernière de la Première Commission de l'Assemblée générale, des changements sans précédent se sont produits dans les relations internationales. Ces changements ont peut-être été d'une plus grande ampleur en Europe, où, par suite de l'amélioration des rapports entre les superpuissances et entre l'Est et l'Ouest, un nouveau paysage politique se dessine. Des pays d'Europe centrale et orientale ont choisi de remplacer leur société marquée par la domination exclusive d'un parti communiste par des démocraties fondées sur une économie de marché. Les changements révolutionnaires ont été dominés par la récente unification de l'Allemagne, qui a redonné au peuple allemand la pleine souveraineté sur son Etat. Ces événements sont porteurs d'autres espoirs liés à l'idée d'une Europe unie et favorisent l'établissement d'un excellent climat politique propice à la conclusion heureuse de la première étape des négociations en matière de désarmement européen et à la réunion prochaine des Etats participant au processus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Si nous regardons hors de l'Europe, l'amélioration des relations internationales a également des effets positifs dans de nombreuses régions du monde. Grâce au déploiement d'efforts internationaux, la régénération et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies ne cessent de s'accroître, et l'Organisation ne peut plus être rejetée au motif qu'elle est un appareil bureaucratique inefficace et incompétent. En ce qui concerne sa tâche primordiale de maintien de la paix et de la sécurité internationales telle que définie dans la Charte, l'ONU a déjà donné la preuve de son fonctionnement efficace. Les règlements, partiels ou définitifs, issus de la participation active de l'ONU dans le processus d'examen de différents conflits régionaux graves, dont la guerre entre l'Iran et l'Iraq et les situations en Namibie, en Amérique centrale, en Afghanistan et au Cambodge, forment une liste impressionnante qui se passe de commentaires.

M. Toth (Hongrie)

La crise actuelle dans le Golfe a aussi mis en exergue l'unanimité de la communauté internationale dans son opposition à de telles formes d'agression. Une action commune et la détermination manifestée par le Conseil de sécurité de résoudre la crise ont également souligné l'autorité accrue de cette instance extrêmement importante qu'est l'ONU, qui n'est maintenant plus divisée par la rivalité entre les superpuissances. Le rétablissement de la souveraineté d'un pays victime d'une agression sera la première mise à l'épreuve globale de la sécurité collective par le biais de l'Organisation des Nations Unies. Outre sa tâche primordiale d'édification et de maintien de la paix, notre organisation mondiale fait des efforts importants pour relever les défis que posent les problèmes d'interdépendance.

L'amélioration des relations internationales s'est accompagnée de progrès réalisés dans la limitation des armements et le désarmement. On a déjà fait allusion au premier traité sur les forces classiques en Europe, qui réduirait sensiblement le potentiel militaire d'un conflit armé en Europe. Les pourparlers soviéto-américains sur le désarmement ont aussi donné des résultats dans certains domaines importants. Ces résultats comprennent l'accord bilatéral sur l'élimination de la quasi-totalité des stocks actuels d'armes chimiques et la signature de protocoles de vérification à annexer aux traités bilatéraux de 1974 et de 1976 sur les essais nucléaires.

Il semble y avoir une contradiction inquiétante entre les tendances positives en politique internationale et les progrès réalisés dans le désarmement bilatéral et régional, d'une part, et l'absence de résultats et de perspectives en matière de désarmement multilatéral, d'autre part. La quatrième Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est une autre tentative qui a échoué, dans la mesure où il n'y a pas eu d'accord sur un document final, ce qui a ajouté un autre élément au dossier négatif des démarches de désarmement multilatéral. Il n'est pas du tout facile d'analyser la situation et de déterminer les causes de ces échecs répétés. La réponse ne peut être tranchée, et on ne peut en rejeter la responsabilité sur un Etat ou un groupe d'Etats. La situation est beaucoup plus complexe, tout comme la solution aux problèmes de désarmement multilatéral. Il faut à l'évidence tenir compte du fait qu'un grand nombre d'Etats ne sont pas disposés à se contenter d'une situation où la majorité des options de sécurité est monopolisée par un groupe privilégié de pays. Il faut pourtant ajouter également que l'établissement d'objectifs trop

M. Toth (Hongrie)

ambitieux ne tenant pas compte des réalités est devenu une des pierres d'achoppement des démarches de désarmement dans un cadre multilatéral. Plus tôt nous comprendrons que le désarmement est un processus évolutif sous-tendant une approche réaliste et graduelle et exigeant des solutions par étapes, meilleures seront nos possibilités d'amorcer des négociations utiles et de vaincre les divergences.

Les problèmes de fonctionnement des instances multilatérales de désarmement et la paralysie qui en résulte ont aussi été admis par la communauté internationale. En conséquence, des mesures de procédure ont été prises pour améliorer l'efficacité de ces instances dont les premiers effets positifs ont été perceptibles à la session de 1990 de la Commission du désarmement des Nations Unies. Toutefois, pour des raisons d'intégrité de contenu et de forme, certaines modifications sont aussi indispensables dans l'approche de fond des participants si nous voulons faire avancer la cause du désarmement multilatéral.

Les négociations sur une interdiction complète des armes chimiques continuent d'offrir les perspectives les plus prometteuses dans les efforts multilatéraux de désarmement. Il a même souvent été dit que les armes chimiques sont le seul point à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement qui fait l'objet de travaux importants. Malheureusement, les défaillances du multilatéralisme peuvent encore être observées ici. Malgré le climat politique favorable engendré par deux conférences internationales tenues avec succès l'an dernier au sujet des armes chimiques, l'organe de travail pertinent qu'est la Conférence du désarmement ne peut dire que les efforts de négociation faits cette année ont abouti à des résultats concrets. Là encore, il existe une contradiction marquée entre le fait que de telles conclusions doivent être formulées dans le cadre d'une démarche multilatérale et le fait que les deux superpuissances ont conclu un accord sur la destruction de la majeure partie de leurs stocks d'armes chimiques, accord prévoyant leur élimination totale lorsqu'une convention multilatérale sur l'interdiction des armes chimiques entrera dans l'étape finale de sa mise en oeuvre.

Nous sommes conscients que l'accord bilatéral soviéto-américain n'a pas suscité un enthousiasme unanime chez les Etats membres de la Conférence du désarmement. Néanmoins, nous continuons à croire que l'accord bilatéral est une réalisation importante qui démontre clairement que des intentions sincères ne peuvent manquer de donner des résultats, quels que soient les obstacles à surmonter.

M. Toth (Hongrie)

Le travail accompli cette année par le Comité spécial sur les armes chimiques de la Conférence du désarmement éclaire diverses questions politiques importantes et toujours non résolues liées à la future convention. D'importantes décisions politiques doivent être prises par les parties négociatrices sur des questions pendantes comme les vérifications spéciales et par mise en demeure, l'universalité, l'interdiction inconditionnelle du recours aux armes chimiques, l'assistance et la protection contre les armes chimiques, l'utilisation pacifique de la chimie et sa promotion au moyen de la coopération internationale, les sanctions ainsi que le statut politique et procédural du Conseil exécutif qui sera créé en vertu de la convention.

M. Toth (Hongrie)

La solution de ces questions pourrait bien exiger une intervention émanant d'un plus haut niveau politique. Dans ce contexte, nous étudions avec intérêt l'idée d'une réunion de la Conférence du désarmement au niveau des ministres des affaires étrangères afin de donner l'impulsion politique nécessaire à la solution des problèmes actuels qui empêchent le Comité spécial de mener à bien les négociations. Cependant, la convocation d'une réunion de cette importance ne nous semble faire de sens que si, à l'issue des travaux préparatoires appropriés entrepris par les experts, il existe une chance réelle de rapprocher les points de vue divergents et de faciliter l'élaboration finale de la convention sur les armes chimiques. A cet égard, nous attendons avec intérêt l'issue des consultations qui doivent se tenir au cours de la présente session de la Première Commission sous la conduite du Président du Comité spécial, l'Ambassadeur Hyltenius, de la Suède.

Il est assez regrettable que des négociations significatives sur le désarmement nucléaire et les questions connexes se déroulent au niveau bilatéral seulement. Il est de première importance que les négociations soviéto-américaines concernant la réduction des armes nucléaires stratégiques offensives s'achèvent d'ici à la fin de l'année. Bien que les éléments apparents du futur traité sur la réduction des armes stratégiques ne présentent pas une image aussi favorable que celle qui semblait ressortir de l'intention de réduire les armes stratégiques offensives de 50 %, il est néanmoins essentiel de conclure le traité afin de préparer le terrain pour les négociations en vue de nouvelles réductions bilatérales et, le cas échéant, afin de faire intervenir les autres puissances nucléaires dans le processus de désarmement. L'approche par étapes semble être la voie à suivre dans ce domaine également.

Outre les efforts bilatéraux, des signes encourageants se sont fait jour dans le contexte régional également. Il y a lieu de se féliciter du fait que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a indiqué qu'elle était disposée à éliminer tous ses obus d'artillerie nucléaire en tant que mesure complémentaire pour faire aboutir les entretiens entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les missiles nucléaires à courte portée qui doivent commencer après la conclusion du premier accord sur les forces armées classiques en Europe. Ces mesures, une fois réalisées, viendraient renforcer l'idée de réduire la confiance placée dans les armes nucléaires.

M. Toth (Hongrie)

L'événement le plus important survenu cette année dans la diplomatie multilatérale du désarmement a été sans aucun doute la quatrième Conférence d'examen des parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui s'est tenue il y a quelques semaines. Le fonctionnement du Traité depuis 1985 a été entièrement réexaminé et de nombreux éléments nouveaux à longue portée semblent avoir recueilli un consensus. Cependant, en raison de divergences sur certaines questions de désarmement - en particulier celle d'une interdiction complète des essais - un accord n'a pu se faire sur l'ensemble d'un texte de projet de document final. C'est là un fait hautement regrettable, étant donné qu'un succès de la Conférence d'examen aurait grandement facilité les perspectives d'extension du Traité au-delà de 1995 et aurait également contribué à préserver quelque peu la dignité du désarmement multilatéral. Cela a également conduit à une situation dans laquelle ni ceux qui insistaient pour la prise de mesures radicales de désarmement ni ceux qui souhaitaient négliger le rôle des instances multilatérales dans le désarmement nucléaire ne pouvaient être appelés gagnants. La sombre vérité est que cet échec a accru le nombre des perdants, c'est-à-dire les Etats qui croient qu'il existe un avenir pour le désarmement multilatéral et qui ne sont nullement intéressés à contribuer à sa désintégration.

Dans les circonstances actuelles, les Etats parties devraient s'efforcer de maintenir et de renforcer l'intérêt qui s'est manifesté en faveur de la préservation du régime de non-prolifération existant et de tirer parti du consensus qui a semblé se dégager à propos de certains éléments essentiels du Traité.

Un de ces éléments pourrait bien être le problème de l'interdiction de lancer des attaques contre les installations nucléaires. La question a également été traitée par la Conférence du désarmement au sein de son comité spécial sur les armes radiologiques, dont la Hongrie a eu l'honneur d'assumer la présidence cette année, mais malheureusement aucun progrès n'a été enregistré. C'est pourquoi nous attachons une grande importance au fait que la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) a étudié le problème de façon approfondie et a semblé pouvoir formuler de nouvelles propositions de fond et de procédure, parmi lesquelles l'idée d'une conférence diplomatique séparée. Un intérêt évident a été manifesté non seulement par les Etats non dotés d'armes nucléaires parties au TNP - qui, s'acquittant de leurs obligations aux termes du Traité, s'attendent à bénéficier en retour d'une amélioration de leur sécurité -,

M. Toth (Hongrie)

mais également par les Etats dotés d'armes nucléaires parties au Traité. Je voudrais indiquer ici que ma délégation aura à faire part d'autres idées aux représentants et le fera à un stade ultérieur des travaux de la Commission.

Une autre idée qu'il convient de mentionner ici est la question des assurances de sécurité négative. La Conférence d'examen a mis spécialement l'accent sur l'étude du problème. Réitérant la position de mon pays, je voudrais exposer ce qui suit. C'est une demande justifiée de la part des pays qui ont renoncé à l'option nucléaire - qu'ils soient ou non membres d'alliances militaires - que d'exiger des Etats dotés d'armes nucléaires qu'ils prennent un engagement international qui les lie juridiquement de ne pas utiliser ou de ne pas menacer d'utiliser, dans quelque circonstance que ce soit, des armes nucléaires contre des Etats parties au TNP qui ne possèdent pas ces armes ou ne les ont pas en stationnement sur leur territoire. Telle est la base sur laquelle la Hongrie est prête à poursuivre des négociations qui pourraient bien prendre la forme d'une conférence diplomatique, ainsi qu'il a été proposé à la Conférence d'examen.

L'examen du TNP, le fonctionnement du Traité jusqu'à ce jour et les problèmes de prolifération dans d'autres domaines tendent à indiquer qu'une autre méthode pourrait être nécessaire pour faire face au phénomène de prolifération. Une approche intégrée pourrait bien venir compléter efficacement les efforts déployés actuellement pour faire face à la question de la prolifération. Une telle approche exigerait d'identifier les aspects politiques et techniques communs, d'établir la distinction entre les technologies destinées à des utilisations pacifiques et à celles destinées à des fins militaires et de faire des arrangements spéciaux pour traiter des technologies à double usage. Les mesures partielles prises jusqu'ici pour mettre un frein à la prolifération ont montré leurs lacunes ces dernières années et l'adoption de l'approche intégrée pourrait être la solution permettant à la communauté internationale de relever ce défi. Dans ce contexte, la mise sur pied d'un groupe d'experts pour commencer ces travaux selon les directives suggérées et élaborer une série de principes de nature à régir les actions futures pourrait être envisagée. Une interdiction complète des essais nucléaires - qui s'est révélée être l'obstacle principal à la conclusion d'un accord sur un document final à la Conférence d'examen du TNP - continue d'être l'une des pierres angulaires du désarmement multilatéral. Après plusieurs années de tentatives infructueuses pour établir un organe subsidiaire, la Conférence du désarmement a

M. Toth (Hongrie)

réussi à formuler un mandat et à mettre sur pied un comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires. Ceci, en soi, a été l'une des réalisations des travaux entrepris cette année par la Conférence du désarmement. Nous espérons sincèrement que l'organe subsidiaire sera reconstitué en 1991, et sera investi au minimum de son mandat actuel, ce qui permettrait également de renforcer les efforts bilatéraux dans le même domaine.

La prochaine Conférence d'amendement des Etats parties au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau pourrait devenir un autre jalon dans le domaine du désarmement multilatéral, car nous ne pouvons nous permettre un autre échec. Nous pensons que la Conférence d'amendement pourrait être regardée comme un succès si ses conclusions étaient de longue portée, si elle considérait une interdiction des essais nucléaires comme un objectif à atteindre par étapes, si elle donnait un élan sur le plan politique aux efforts multilatéraux pertinents et si elle s'engageait à mettre sur pied et à faire fonctionner un système de vérification approprié.

La session en cours de la Première Commission doit étudier la question de la troisième Conférence d'examen des parties à la Convention sur les armes bactériologiques qui doit se tenir au cours de l'année prochaine. A notre avis, la Conférence, outre l'examen de la période écoulée depuis le dernier examen en 1986, devrait être axée vers l'avenir et s'engager dans l'élaboration de méthodes de vérification et la mise en place de mesures additionnelles de confiance et d'accroissement de la transparence. Nous croyons que ces objectifs ne sont pas impossibles à atteindre et que la Conférence pourrait finalement devenir l'un des rares succès de la diplomatie multilatérale de désarmement.

M. Toth (Hongrie)

Les progrès sans précédent accomplis aux négociations de Vienne sur la réduction des forces armées classiques en Europe montrent que, malgré la complexité du problème et les difficultés de concilier les intérêts fondamentaux de sécurité, les activités de désarmement peuvent être fructueuses si les vieux désaccords sont mis de côté et les efforts concentrés sur les domaines d'accord. Avec la réalisation attendue de nos espoirs justifiés, le monde va connaître des résultats rapides et concrets sans précédent dans l'histoire du désarmement. Le premier accord sur les forces classiques en Europe, dont la signature est prévue à la réunion au sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, plus tard cet automne, suivi d'accords complémentaires, rendra possible la prise en compte des intérêts de mon pays, et la réalisation de ses intentions, à savoir rechercher et garantir sa sécurité hors des alliances militaires, par le biais d'une réduction importante des moyens d'affrontement militaire, dans le cadre d'un nouveau système de sécurité collective européen basé sur la coopération entre Etats égaux et souverains. C'est dans cet esprit que la Hongrie participe aux négociations actuelles sur le désarmement et la sécurité en Europe, et participera aux négociations futures.

L'histoire du désarmement a montré l'effet positif qu'ont les mesures propres à instaurer la confiance et à accroître l'ouverture et la transparence, et ce, non seulement sur l'atmosphère des négociations, mais également sur les perceptions de sécurité des parties en cause. La Hongrie est fermement partisan d'une plus grande ouverture. Ceci a été démontré par ses actes concrets. Qu'il me suffise d'évoquer les mesures pertinentes adoptées cette année : nous avons fourni aux membres de la Conférence du désarmement des données très complètes sur notre industrie chimique pacifique et nos activités commerciales intéressant la future convention sur les armes chimiques, conformément à notre initiative de l'an dernier, lorsque nous avons déclaré notre intention de nous conformer désormais aux projets de disposition de la convention. Nous avons également fourni des informations détaillées sur la réforme en cours au sein des forces armées hongroises et sur la structure actuelle et la puissance de ces forces. Nous avons commencé à participer au système des Nations Unies sur l'établissement de rapports sur les budgets militaires. Nous avons reçu en Hongrie des négociateurs participant aux entretiens sur les forces classiques en Europe et leur avons donné la possibilité d'étudier le matériel militaire utilisé par nos forces armées qui pourrait tomber sous le coup des dispositions de l'accord sur les forces classiques en Europe.

M. Toth (Hongrie)

C'est également dans le but de renforcer l'ouverture et la transparence que la Hongrie a soutenu, dès le début, l'idée de créer un régime Ciel ouvert et a joué un rôle actif dans l'organisation de la Conférence consacrée à cette question. Lors des entretiens d'Ottawa et de Budapest sur la Conférence Ciel ouvert, le cadre général du système a été mis en place et un accord a été conclu sur plusieurs questions pratiques. S'agissant du fonctionnement pratique du système, des différences théoriques subsistent, qui devront être aplanies par des décisions politiques relevant des parties aux négociations. Selon nous, lorsque la première phase des négociations sur les forces classiques en Europe aura été conclue, il sera possible de reprendre les travaux de la Conférence Ciel ouvert. Nous sommes convaincus que moyennant les décisions politiques nécessaires à leur disposition, les négociateurs seront en mesure d'établir rapidement le régime Ciel ouvert, qui pourrait ainsi devenir le premier élément d'une nouvelle génération de mesures d'instauration de la confiance.

Lorsqu'on essaie d'analyser les raisons du mécanisme défaillant du désarmement multilatéral, il faut se garder d'imputer à quiconque la responsabilité de l'inefficacité du passé. Ce qu'il faut plutôt, c'est rejeter les notions périmées, abandonner les positions rigides et s'adapter à un environnement international qui change rapidement et de façon fondamentale. Les idées ne doivent pas être rejetées sous prétexte qu'elles émanent de tel ou tel pays - un adversaire potentiel. Dans cette ère nouvelle, les problèmes liés à la sécurité et les questions de désarmement auront une ampleur et un aspect différents. Il se pourrait bien que leur solution par les méthodes anciennes, lorsque les réponses étaient recherchées dans un contexte assez limité, ne soit plus possible. C'est ici que le multilatéralisme devient indispensable. Alors que l'affrontement Est-Ouest n'est plus qu'un mauvais souvenir, les développements actuels font apparaître l'émergence d'une nouvelle ligne de division Nord-Sud. Ce serait une grave erreur pour la communauté internationale et un échec terrible pour les acteurs de la politique internationale s'ils se contentaient de rester passifs et de permettre qu'une telle situation fâcheuse se produise, notamment eu égard aux questions de sécurité et de désarmement.

Les succès et les résultats attendus obtenus en dehors du cadre multilatéral suscitent inévitablement une question : qu'en est-il des efforts de désarmement multilatéral? Sont-ils nécessaires, après tout? Une question presque identique est souvent posée au sujet du Traité sur la non-prolifération, et nous pensons

M. Toth (Hongrie)

qu'il existe une réponse similaire. Cette forme de diplomatie peut être critiquée et ses défauts soulignés, mais il n'en demeure pas moins que, sans ce dispositif, la communauté internationale se trouverait dans une situation pire encore et serait privée des possibilités de rechercher la sécurité via le désarmement dans un cadre multilatéral.

Mlle SOLESBY (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur l'Ambassadeur Rana, pour votre accession à la présidence de la Première Commission. Le Népal et le Royaume-Uni entretiennent des relations d'amitié et de coopération étroites depuis des années, relations que mon pays apprécie hautement. C'est donc un grand plaisir de voir le représentant du Népal assumer la présidence, et votre excellente réputation personnelle, résultant des contributions que vous avez apportées au Conseil de sécurité aussi bien qu'à l'Assemblée générale, nous donne toute confiance quant à la manière dont vous dirigerez les travaux de la Commission dans les semaines à venir.

L'année 1990 a été riche en contrastes spectaculaires - une année de miracles en Europe : les barrières entre l'Est et l'Ouest ont été abattues; l'Allemagne a été unifiée; les niveaux des forces armées ont été radicalement réduits; mais une année de violence dans un autre continent, où une puissance militaire écrasante a été utilisée par l'Iraq pour commettre une agression non provoquée contre un voisin vulnérable.

Les grands moments du progrès Est-Ouest vers un retour à la normale sont bien connus. Ils ne peuvent être mieux illustrés que par l'appel lancé lors de la réunion au sommet du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), à Londres, en juillet de cette année, en faveur d'une déclaration commune entre les Etats membres et les deux alliances en Europe, affirmant clairement que nous ne sommes plus des adversaires et invitant les autres Etats membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à se joindre à cet engagement de non-agression. Comme il a été déclaré au sommet de Londres :

"L'Europe est entrée dans une ère nouvelle et prometteuse... Aujourd'hui notre alliance entame une transformation importante."

Le Royaume-Uni, pour sa part, a envisagé cette année des options pour modifier sa politique de défense à la lumière de la signature et de la mise en application attendues de l'accord sur les forces classiques en Europe. Cet événement étant désormais probable, le Royaume-Uni envisagerait de réduire environ de moitié, dès

Mlle Solesby (Royaume-Uni)

le milieu de 1990, ses forces actuellement stationnées en Allemagne. Qui aurait pu penser, il y a un an à peine, que des changements aussi radicaux interviendraient aussi rapidement? Est-ce la vitesse, ou l'étendue du changement, qui nous surprend le plus?

La limitation des armements et le désarmement s'épanouissent entre l'Est et l'Ouest. Que devient alors le désarmement global, dont les Nations Unies et la Conférence du désarmement s'occupent? Les critiques répondraient : "il reste à la périphérie des événements". Cela ne me semble pas vrai. Mais je pense que nous conviendrons tous ici que les Nations Unies devraient et pourraient faire davantage.

Mlle Solesby (Royaume-Uni)

L'un des aspects les plus positifs des événements tragiques du Golfe a été la force et la cohésion de la réaction de la communauté internationale par l'intermédiaire des Nations Unies. Les Nations Unies s'acquittent du rôle de gardien de la paix auquel ses fondateurs les avaient destinées. Mais dans ce cas, il s'est agi d'une action contre une agression lorsque celle-ci s'est produite. Les Nations Unies ne devraient-elles pas agir pour limiter les outils de l'agression avant qu'on ne s'en serve, dans l'espoir d'éviter à jamais qu'ils ne soient utilisés?

Les accords sur la limitation des armements et le désarmement à l'échelle mondiale sont un moyen par lequel les Nations Unies peuvent limiter les armes de guerre, et j'examinerai cet aspect de plus près dans un instant. Mais je voudrais d'abord me pencher sur un autre aspect : l'influence que les Nations Unies peuvent exercer sur des situations au niveau des régions et des sous-régions, notamment dans les régions où, jusqu'à présent, peu a été fait pour contenir la croissance des armements. Après tout, c'est là que se trouve le risque le plus immédiat d'un recours aux armes. Le rôle des Nations Unies dans ces situations est moins clairement défini, et il y a à cet égard des sensibilités de toutes sortes. Néanmoins, les Nations Unies ne doivent pas rester les bras croisés.

Il faut tout d'abord clarifier davantage la portée de la responsabilité des Nations Unies. Jusqu'à présent, elle se sont concentrées sur l'affrontement Est-Ouest et sur l'accumulation massive d'armes qu'il a provoquée. Si cela était bien compréhensible dans le passé, c'est certainement dépassé aujourd'hui. Beaucoup reste encore à faire entre l'Est et l'Ouest, mais au moins, le processus est bien engagé et bénéficie d'une forte impulsion. Après le succès remporté en Europe, l'attention se porte sur d'autres régions du monde.

C'est désormais un truisme de dire que nous sommes en train de passer d'un monde bipolaire à un monde multipolaire. La prolifération des armes dans des régions où la situation politique est très tendue est l'un des phénomènes les plus inquiétants de ces dernières années. Dans l'ensemble, les Nations Unies ont eu tendance à détourner le regard. Les événements du Golfe montrent à quel point elles ont ainsi manqué de réalisme. Les forces armées irakiennes s'élèvent à environ un million d'hommes. Elles sont équipées de quelque 5 500 chars de combat. L'Iraq a des douzaines de missiles et des centaines d'avions et, dans le passé, a fait usage de la plus odieuse des armes, l'arme chimique. Les forces armées de l'envahisseur étaient de 50 fois supérieures à celles de leur victime.

Mlle Solesby (Royaume-Uni)

Les Nations Unies ne peuvent pas continuer à faire semblant de croire que le problème des armements se limite essentiellement à l'Europe et à l'Amérique du Nord. Que la Première Commission amorce un tournant à cet égard. Qu'il n'y ait plus de résolutions entravées par des formules restrictives du genre : "en dehors de l'Europe, que les Nations Unies ne se mêlent pas de ce qui ne les regardent pas". Soyons réalistes et reconnaissons que le problème du surarmement existe dans presque toutes les régions du monde. Et qu'on cesse de suggérer, je vous en prie, que seules les superpuissances doivent réduire leurs forces. Même un Etat petit ou moyen peut compromettre la stabilité régionale s'il est davantage armé que ses voisins.

S'il est enfin permis aux Nations Unies de lancer un appel sans ambiguïté à la retenue dans l'accumulation d'une puissance armée dans toutes les régions du monde, et notamment dans celles où règne la tension, ce seul fait donnera une nouvelle autorité à la voix de la communauté internationale. Cependant, les exhortations de l'Organisation mondiale, quelle que soit leur influence, ne suffisent pas. Je pense que l'action des Nations Unies peut avoir un caractère plus pratique. Je voudrais en mentionner deux exemples.

Il y a tout d'abord les transferts d'armes. Les armes, y compris les plus perfectionnées, font l'objet d'un commerce à grande échelle entre pays. Les ventes d'armes ne sont pas nécessairement répréhensibles. En effet, lorsque des asymétries dangereuses dans une région donnée ne peuvent être corrigées par une réduction, il est concevable que, faute de mieux, on égalise les niveaux d'armement par le haut. Chaque pays a le droit souverain de juger de quelles armes il a besoin pour protéger ses intérêts de sécurité nationaux. En outre, entre autres, une certaine division du travail dans la production des armements peut permettre une réduction des coûts.

Mais le commerce des armes a également son côté négatif. L'accès facile aux armements peut permettre à un Etat d'accumuler des arsenaux dépassant les besoins de sa défense, jusqu'à des niveaux correspondant plutôt à des ambitions agressives. Le commerce des armes peut contribuer à alimenter une course aux armements dans une région de tension. Au pire, ceux qui se livrent à des ventes clandestines d'armements s'emploient à encourager les Etats à détourner des ressources pour acheter des armes dont ils n'auraient peut-être pas voulu sans

Les gouvernements ont le devoir, tout d'abord, d'empêcher les ventes illégales d'armes à partir de leur territoire et, deuxièmement, de contrôler de manière responsable les ventes légales.

Mlle Solesby (Royaume-Uni)

L'Assemblée générale a déjà reconnu son devoir d'agir dans ce domaine. L'étude que les Nations Unies ont entreprise sur les moyens de promouvoir la transparence dans les transferts internationaux d'armes classiques est particulièrement bienvenue. Cette étude montre le rôle unique que les Nations Unies peuvent jouer dans les discussions sur les armements classiques, étant donné le caractère universel de la responsabilité de limiter ces armes. Le Royaume-Uni s'est engagé à participer pleinement à l'étude, et il appuie la création d'un registre des transferts d'armes qui soit universel et non discriminatoire.

La seconde façon pratique dont l'ONU peut contribuer au processus de limitation des armements et de désarmement au niveau régional est de servir de centre d'information et d'avis à la disposition de ceux qui veulent oeuvrer pour la réduction des armements dans leur propre région. La limitation des armements est une entreprise extrêmement complexe et difficile. Même lorsque la volonté politique existe, la question de savoir comment parvenir au mieux à l'objectif souhaité peut paraître insoluble. Il se constitue à cet égard une expérience fort utile émanant, entre autres sources, des négociations récentes ou en cours entre l'Est et l'Ouest. Les leçons auxquelles je pense vont des principes généraux de la limitation des armements à des techniques détaillées qui ont été appliquées avec succès. Quel est, par exemple, le lien entre les réductions des armements et la détente? Quels types d'armes classiques sont considérées comme particulièrement dangereuses et méritent donc qu'on s'y intéresse en priorité? Sur quels critères les niveaux de réduction des armements doivent-ils être fondés? Comment peut-on utiliser les mesures destinées à créer la confiance et quelles sont celles qui conviennent à tel ou tel stade du processus de réconciliation? Quels processus de vérification sont nécessaires pour quelles armes? Et il y a des questions encore plus concrètes : comment définir un char ou une pièce d'artillerie? Quand un avion d'entraînement devient-il un avion de combat?

Mlle Solesby (Royaume-Uni)

Bien sûr, les techniques doivent varier pour s'adapter aux circonstances de chaque cas. Néanmoins, les négociateurs ne devraient pas chaque fois avoir à tout réinventer à partir de zéro. Ils devraient pouvoir s'appuyer sur l'expérience des autres et l'adapter à leur convenance.

Les Nations Unies ont fait du travail utile, notamment à la Commission du désarmement, grâce à l'élaboration de principes de mesures propres à accroître la confiance et de mesures de vérification, et la question de l'information objective est maintenant abordée. Mais ceci n'est qu'une petite partie de la tâche. J'estime que les Nations Unies doivent rédiger un recueil de méthodes utilisées dans les négociations régionales et sous-régionales en matière de contrôle des armements et de désarmement depuis une vingtaine d'années environ. Ce recueil devrait alors être remis à jour régulièrement. Il n'est pas nécessaire que ce soit davantage qu'une collection d'accords pertinents avec de brefs commentaires sur chacun d'entre eux relatifs au type d'aspects que j'ai mentionnés. L'objectif principal est de garantir que toute l'information est facilement disponible en un lieu et facile à comprendre. Elle ne devrait pas être difficile à compiler et l'on pourrait trouver les fonds dans le cadre des ressources financières existantes. Si d'autres délégations trouvent cette proposition judicieuse, la délégation du Royaume-Uni sera prête à présenter un projet de résolution que pourrait adopter la Première Commission.

Outre ce rôle de centre d'information, le Département du désarmement du Secrétariat des Nations Unies peut jouer un rôle utile pour faciliter les négociations régionales ou sous-régionales, notamment dans les premières étapes du processus. Cela doit se faire d'une manière discrète et sensible, en relation étroite avec les pays intéressés. Et l'on peut faire beaucoup en organisant le bon séminaire au bon moment, en répondant aux demandes d'information sur le type de méthode de négociation que j'ai mentionné. Non seulement le personnel du Siège à New York et le personnel de Genève, mais également celui des bureaux régionaux ont une contribution à apporter. Je sais que cela se produit déjà. Le Secrétaire général adjoint, M. Akashi, et son personnel ont accompli une oeuvre de pionner en la matière et d'autres l'ont fait également. Il serait bon que cela continue.

Les activités que j'ai mentionnées sont le travail quotidien des Nations Unies; elles sont routinières mais d'une utilité réelle. Je reviens maintenant au travail plus spectaculaire des négociations sur le contrôle des armements et le désarmement à l'échelle mondiale. Nous venons d'achever l'examen de l'une des mesures de contrôle des armements les plus importantes, le Traité sur

Mlle Solesby (Royaume-Uni)

la non-prolifération des armes nucléaires. Nous négocions et j'espère que nous terminerons bientôt un autre accord très important sur le désarmement, une convention sur les armes chimiques.

La Conférence d'examen des parties au Traité sur la non-prolifération n'a pas produit de déclaration finale, mais il s'en est dégagé des résultats importants, très positifs. La Conférence a réaffirmé une fois de plus la grande importance que les Etats attachent à la vitalité et à l'efficacité du Traité sur la non-prolifération. Les Etats parties continuent de considérer que le Traité est nécessaire pour la sécurité du monde et, de fait, pour la sécurité nationale de chaque Etat individuel dans le contexte des circonstances régionales de cet Etat.

La Conférence a donné un nouvel élan au Traité dans un certain nombre de domaines pratiques. Citons par exemple, l'accent placé sur le besoin essentiel qu'ont tous les Etats parties à respecter scrupuleusement et sans réserve leurs obligations en matière de non-prolifération. Soulignons également le besoin qu'ont tous les Etats parties de garantir qu'ils n'aideront pas les Etats non parties à acquérir une capacité en matière d'armes nucléaires; soulignons l'obligation sans réserve des Etats parties de conclure et d'appliquer les accords de garanties, notamment pour les Etats dont l'activité nucléaire rend ces garanties applicables et sur l'importance de renforcer les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et sur l'utilité potentielle des dispositions, déjà contenues dans le Traité, mais non encore appliquées, que l'on pourrait appeler inspection par mise en demeure.

Un certain nombre d'autres idées utiles à étudier plus avant et à appliquer ont été avancées. La présence bienvenue de la Chine et de la France qui assistaient pour la première fois à la Conférence en tant qu'observateurs a montré l'influence et la vaste audience du Traité, aussi bien par les pays membres que par ceux qui ne le sont pas.

Depuis lors, nous avons reçu les excellentes nouvelles de l'adhésion du Mozambique au Traité sur la non-prolifération qui a été mentionnée ce matin par le représentant du Mozambique. C'est un événement important que nous saluons. Mon gouvernement espère que l'exemple du Mozambique sera suivi par d'autres Etats qui ne sont pas encore parties au Traité. A cet égard, nous nous félicitons de la décision de l'Albanie d'adhérer au Traité.

Mlle Solesby (Royaume-Uni)

Pourquoi donc la Conférence d'examen s'est-elle terminée sans déclaration finale? En 1985, période de vaches maigres pour le contrôle des armements et le désarmement, il a été possible de parvenir à un document final. En 1990, période riche en événements spectaculaires concernant le désarmement Est-Ouest à la fois nucléaire et classique, cela n'a pas été possible. Cela a-il un sens? C'est certainement regrettable, même si une seule délégation a fait obstruction à l'accord.

En fait, le consensus a été atteint sur presque toutes les questions. Le point de rupture, comme nous le savons tous, était le Traité d'interdiction totale des essais sur lesquels ils avaient montré des vues divergentes. La position du Royaume-Uni est que l'arrêt complet des essais nucléaires est un objectif à long terme qui devrait faire partie d'un processus de désarmement efficace et que ce processus doit rechercher en première priorité des réductions considérables et vérifiables dans les arsenaux actuels d'armes nucléaires.

A notre avis, pour bien aborder les limitations futures sur les essais, il faut poursuivre les négociations déjà engagées par les Etats-Unis et l'Union soviétique étape par étape. Nous nous félicitons de la création d'un comité spécial sur les essais nucléaires à la Conférence du désarmement et nous attendons avec intérêt qu'il reprenne ses travaux de fond en janvier. Nous ne pensons pas que la convocation d'une conférence d'amendement au Traité d'interdiction partielle des essais pour envisager un amendement qui transformerait le Traité en traité global d'interdiction des essais soit opportun ou approprié. Toutefois, bien que nous ne soyons pas disposés à amorcer des négociations visant un amendement, si la conférence peut être utilisée à des fins de discussions constructives, nous serons certainement prêts à y contribuer.

Nous reconnaissons que de nombreuses autres délégations ont une position différente et voudraient qu'une interdiction globale des essais soit conclue dans un avenir proche. Mais la question est de savoir si le Traité sur la non-prolifération doit être otage du succès d'un aspect quelconque du désarmement nucléaire. Mon impression est que l'écrasante majorité des Etats parties, y compris un grand nombre de ceux qui souhaitent atteindre rapidement une interdiction globale des essais, pensent que le Traité sur la non-prolifération a une grande valeur en soi et ne sont pas disposés à mettre son avenir en danger par ce type de lien.

Mlle Solesby (Royaume-Uni)

J'aborde maintenant les efforts que fait la communauté internationale pour éliminer les armes chimiques des arsenaux du monde. Le Royaume-Uni coopère depuis longtemps avec les autres pays pour empêcher la prolifération des armes chimiques au moyen de l'adoption de contrôles nationaux à l'exportation efficaces. En juin, nous avons étendu nos propres régimes de contrôle à 21 des précurseurs chimiques essentiels.

Mlle Solesby (Royaume-Uni)

Mais les contrôles à l'exportation ne réduisent en rien l'importance des négociations de Genève sur un nouvel accord mondial, une interdiction complète des armes chimiques. Une convention sur les armes chimiques est une priorité pour le Royaume-Uni. Sa structure est déjà convenue. Mais je dois m'avouer déçu face aux progrès limités qui ont été accomplis cette année. L'élan qui, à un certain moment, semblait en mesure de nous amener à une conclusion rapide et fructueuse, semble maintenant manquer de souffle.

Mon propre gouvernement veut un accord le plus tôt possible. Nous voulons une interdiction efficace, et cela implique une vérification convaincante sans laquelle elle serait inutile.

La clef se trouve dans un système de vérification par mise en demeure qui garantira le niveau requis de confiance. Le Royaume-Uni a investi une quantité considérable d'efforts et de ressources dans la mise au point d'un tel système. Nous avons appliqué une série de mesures de vérification par mise en demeure dans nos installations gouvernementales les plus névralgiques. Les résultats ont été présentés dans un rapport à la Conférence du désarmement. Nos tests ont été conçus pour mettre au point une procédure efficace qui, par l'utilisation de techniques d'accès supervisées, permettrait un équilibre entre la protection des intérêts de sécurité légitimes et le degré d'accès nécessaire à une vérification efficace de tous les sites. Nous espérons que les découvertes de notre travail pratique détaillé contribueront à la réalisation d'un consensus rapide sur cette question cruciale.

Puisse 1991 être l'année qui marquera un nouvel élan dans les négociations sur une interdiction des armes chimiques. Sinon, nous pourrions manquer le vent propice qui nous amènerait à proscrire cette forme sinistre d'armement.

DECLARATION DU PRESIDENT

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission se rappellera que, lors de notre réunion d'organisation des travaux, j'ai noté qu'à la demande du Président du Comité spécial des armes chimiques de la Conférence du désarmement, l'Ambassadeur Hyltenius de Suède, une séance officieuse serait réservée encore une fois cette année pour lui permettre d'informer les délégations de la Première Commission de la situation qui prévaut dans les négociations concernant la

Le Président

convention sur les armes chimiques à la Conférence du désarmement, et pour donner l'occasion à tous les Etats qui ne participent pas aux négociations de faire connaître leurs vues.

Je suis dès maintenant en mesure d'informer la Commission que cette séance officieuse se tiendra le 25 octobre de 16 heures à 18 heures.

La séance est levée à 12 h 15.